



"Lumière et refuge en haute mer"

MAIRIE

Déclaration

Nous, pêcheurs, femmes de pêcheurs, îliens, futurs matelots, professionnels de la pêche, de l'aquaculture et du mareyage, élus, scientifiques, associations, membres de la société civile, ayant participé à la 13^{ème} Journée mondiale des pêcheurs intitulée : « La pêche dans les îles, état des lieux et perspectives d'avenir, dans le cadre de la réforme de la politique européenne commune des pêches », organisée conjointement sur l'île d'Yeu par le Collectif Pêche & Développement et le Comité Local des Pêches de l'île d'Yeu les 26 et 27 novembre 2010,

Sachant que la réforme de la Politique Commune des Pêches (PCP) a terminé son processus de consultation et entre dans sa phase de propositions, avons convenu de répondre ensemble aux objectifs de la PCP et en appelons au commissaire européen aux affaires maritimes et à la pêche, aux ministres des pêches européens, aux députés européens en charge de la pêche,

Demandons une réforme juste avec une prise en compte de la pêche artisanale européenne qui garantisse la priorité aux pêcheurs artisans pour l'accès aux ressources de la ZEE, en respectant la diversité de la pêche artisanale, de la pêche à pied à la pêche hauturière,

Réclamons des droits reconnus et respectés pour les sociétés littorales et îliennes. Les pêcheurs professionnels sont engagés dans une économie de cueillette, dans un environnement difficile et encore peu connu, confrontés aux industries minières, touristiques et immobilières, impactés par les multiples pollutions et dégradations. Ils doivent avoir des droits humains, sociaux et économiques reconnus dans leur territoire de travail et harmonisés au niveau européen,

Prenant acte du constat de Michaël Sissenwine, président du comité consultatif du Conseil international pour l'exploration de la mer, lors du séminaire sur l'état des stocks européens, le 14 septembre 2010 à Bruxelles, qui indique que "76 % des stocks européens sont actuellement exploités dans des limites biologiques sûres", nous affirmons que ce bilan est de nature à montrer que la PCP et les sacrifices des pêcheurs ont porté leurs fruits et voulons continuer à améliorer l'état de la ressource sans porter préjudice à l'activité de nos ports et à l'installation des jeunes,

Soulignons la nécessité de rajeunir la flotte de pêche à condition que les nouvelles constructions de bateaux soient économes en énergie, respectueuses de l'environnement et soucieuses de la sécurité des marins,

Affirmons notre volonté d'être intégrés dans les processus de décisions pour la mise en place des outils de protection de la ressource, les installations, extractions et épandages en mer, en tant que gardiens et garants de notre environnement marin et d'une qualité des eaux saine,

Dénonçons les politiques incohérentes d'aquaculture intensive, et d'importations à bas prix de produits halieutiques provenant de pays en développement pillés par une pêche illicite, non déclarée et non réglementée et réclamons un marché mondial plus contrôlé,

Refusons toute marchandisation de l'accès aux ressources (dont les quotas individuels transférables, QIT) et des espaces marins qui doivent rester des biens communs. Ces QIT sont en totale contradiction avec l'équité et sans aucune garantie d'efficacité pour la gestion des ressources,

Demandons que soit mis en valeur le rôle et la place des femmes, pêcheurs, aquacultrices, conjointes de pêcheurs, vendeuses, transformatrices, actrices dans les associations du secteur de la pêche.